

S O M M A I R E

● EDITORIAL

**Vous avez dit
proximité ?**

Marc Schoene

● RETOUR SUR

LES 3^{ES} RENCONTRES
**Avec le succès
des 3^{ES} Rencontres
(Mulhouse, juin 2004),
regain d'énergie pour
les acteurs en santé
communautaire !**

Le comité d'organisation

● CROISEMENT

DES PRATIQUES
COMMUNAUTAIRES
EN SANTÉ

**La logique d'implication
des habitantes du 420 :
des consultations
collectives aux actions**

A. Branchet, N. Tackmouti,
D. Iraoui

● LA VIE DE L'INSTITUT

**Convention de l'Institut
avec la Direction
Générale de la Santé**

Marc Schoene

● PORTRAIT D'ACTEUR

● CENTRE DE
DOCUMENTATION

Samia Mammer

● AGENDA

Vous avez dit proximité ?

Comment ne pas nous réjouir de la reconnaissance et de la place acquises par la santé communautaire depuis quelque temps !

Le succès des Rencontres de Mulhouse, qui font actuellement l'objet d'un bilan détaillé, et bientôt de la publication des travaux, a montré la richesse des actions communautaires menées partout en France. Il met en évidence aussi le besoin des acteurs dits de proximité de se rencontrer, de débattre, d'apprendre les uns des autres. Le constat aussi de l'intérêt croissant des pouvoirs publics, d'institutions diverses qui inscrivent la santé communautaire dans des textes, des dispositifs... Un tableau encourageant, qui ne saurait cependant cacher les nombreux obstacles à la promotion de tous les aspects de la démarche communautaire :

- craintes de l'expression citoyenne,
- résistances des professionnels aux changements des pratiques,
- financements et dispositifs réglementaires trop souvent peu facilitants...

Alors que se multiplient les constats de perte de repères, de crise sociale, de triomphe de l'individualisme/repliement sur soi, force est de constater que se développent aussi des démarches communautaires qui allient (ou visent à allier) la réelle implication des habitants à toutes les phases des démarches communautaires, le changement de pratiques des professionnels, les nouveaux rapports de pouvoir entre les divers intervenants au niveau local. Doit-on comprendre le développement

des pratiques communautaires, leur soutien nouveau, comme simples reconnaissances de leur efficacité en promotion de la santé ou comme solution reconnue pour tenter de faire face, voire de pallier, aux conséquences multiples des réalités sociales faites d'inégalités croissantes d'accès à la santé ?

L'assemblée générale 2004 sera l'occasion pour les adhérents et amis de notre association de mesurer et analyser le chemin récent parcouru, entre les Rencontres de Mulhouse, les chantiers nombreux confiés à l'Institut Renaudot par des collectivités locales et associations (diagnostic locaux, accompagnement santé, formations...), et les rapides évolutions du paysage sanitaire et social qui l'environne (loi de santé publique, de sécurité sociale, de cohésion sociale, décentralisation...).

La création d'un Observatoire Européen des Pratiques de Santé Communautaires à laquelle contribue l'Institut Renaudot au sein du Secrétariat Européen des Pratiques de Santé Communautaire (créé en 1982), traduit aussi le besoin d'un regard attentif, critique, évaluatif sur les démarches, actions et pratiques qui s'inscrivent dans le champ de la santé communautaire. L'intérêt immédiat suscité par cette initiative augure bien de son avenir...

Mais, même si les démarches de santé communautaire, de santé de proximité sont en développement (voir le succès des Ateliers santé ville, de la dynamique du réseau ■ ■ ■ SUITE P.2

■ ■ ■ des Ville-Santé, et autres chantiers de pratiques locales de santé) on remarque néanmoins qu'elles restent marginales, fragiles, insuffisamment reconnues, rarement enseignées. Les initiatives doivent être multipliées pour expliquer le bien-fondé – et les conditions nécessaires – de l'intervention en promotion de la santé au plus près des habitants, des associations, des professionnels qui les accompagnent. Expliquer que cette intervention peut contribuer aux améliorations nécessaires en matière d'accès aux soins, d'éducation à la santé, de mieux être, et par là même, de valorisation et d'efficacité de l'action publique.

En matière de politiques publiques, le « local » ne saurait s'arrêter au niveau régional ou départemental, comme beaucoup de textes ou d'interventions en fixent la limite. Il doit être prolongé jusqu'au « terrain » (territoire inter-communal, communal, voire quartier) où se retrouvent les metteurs en œuvre des actions sociales et de santé...

Notre intervention sur promotion de la santé au niveau local lors du récent colloque de Québec, le travail que nous menons – notamment à la demande de la Direction Générale de la Santé (cf. page 6) – pour conforter la réflexion sur les facteurs favorisant et défavorisant les pratiques décentralisées de promotion de la santé, s'inscrivent dans ce fil rouge que l'Institut Renaudot poursuit autour de la contribution au renforcement des démarches de proximité en promotion de la santé, avec pour stratégie de mise en œuvre la santé communautaire.

Marc Schoene

Avec le succès des 3^{es} Rencontres (Mulhouse, juin 2004), regain d'énergie pour les acteurs en santé communautaire !

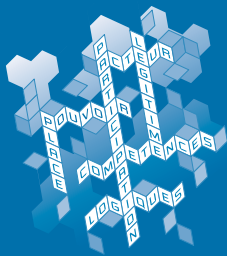


Les 3^{es} Rencontres de l'Institut Renaudot, « **Place et relations des acteurs en santé communautaire, un nouveau partage des pouvoirs** » tenues à Mulhouse (France) les 11 et 12 juin 2004 ont été un grand, un très grand succès, de l'avis quasi unanime de ses plus de 300 participants.

Succès des Rencontres lié à la qualité des échanges faits d'écoute réciproque, de présentations d'expériences, d'apports de connaissances, à la diversité des participants, à la grande convivialité et même à l'humour qui y ont régné.



Des participants issus de champs d'activités divers (santé publique, éducation, culture, social...), et occupant des places variées (professionnels dits de terrain, habitants, décideurs politiques ou institutionnels) réunis dans un souci partagé de répondre aux enjeux majeurs, et de grande actualité, proposés par les 3^{es} Rencontres.



L'animation des ateliers, largement appréciée, a permis que tous les participants, quel que soit leur propre « statut » se retrouvent sur un pied d'égalité.

L'important travail d'accompagnement des présentateurs d'actions, assuré par l'Institut Renaudot et son partenaire mulhousien, mérite d'être souligné. Outre qu'il a permis à des acteurs de terrain souvent peu producteurs d'écrits, peu habitués à des présentations publiques, cet accompagnement a aussi aidé à conforter la qualité des exposés, leur pertinence et leur fonction de starter pour les échanges de réflexions et d'expériences.

Le climat très convivial – certains ont même parlé du plaisir à se retrouver – se confirme comme caractéristique des Rencontres des acteurs de la santé communautaire.

Des Rencontres dont la dimension internationale se renforce, puisque de nombreux participants sont venus de Belgique, Suisse, Sénégal, Maroc et Québec.

Enfin, chacun l'a bien mesuré lors des travaux de Mulhouse, les Rencontres des acteurs de santé communautaire posent avec originalité, les questions des avancées et des obstacles aux pratiques en promotion de la santé.

Déjà des suites aux Rencontres de Mulhouse !

Actées dans les objectifs des Rencontres, souhaitées par les participants, les journées de Mulhouse ont déjà permis d'engager une série d'initiatives dont nous nous proposons de donner ici un premier aperçu.

Une présentation des travaux des 3^{es} Rencontres a été faite au congrès de la Société Française de Santé Publique en juillet 2004 et à la deuxième conférence internationale sur les programmes locaux et régionaux de santé en octobre 2004 à Québec.

Le Secrétariat Européen des Pratiques Communautaires en Santé a participé activement aux 3^{es} Rencontres. De nouvelles perspectives devraient s'ouvrir pour lui : élargissement à de nouveaux pays et création d'un Observatoire européen des pratiques communautaires en santé.

Le renforcement des relations, des contacts, des initiatives d'intérêt commun entre acteurs en santé communautaire a été demandé par de nombreux participants. Le renforcement

des liens, des contacts, du partenariat entre les intervenants en santé communautaire va devenir un objectif majeur de notre association.

Chacune des Rencontres des acteurs de santé communautaire se déroulant dans une Région différente, le choix d'un lieu d'accueil pour 2006 est déjà engagé...

L'édition des actes est prévue pour la fin du 4^e trimestre 2004.

Différentes initiatives seront engagées auprès des interlocuteurs institutionnels, ou financeurs de l'Institut pour présenter les principaux apports et envisager les conditions de construction des Rencontres 2006.

Le Comité d'organisation

Quelques extraits parmi les nombreuses contributions au livre d'Or des Rencontres

Que d'échanges riches et fructueux. Un vrai troc des idées.

Le temps de se poser, de rencontrer, d'échanger et d'apprécier, puis c'est le retour au terrain, avec plus de punch.

Ces rencontres sont pour moi un nouveau regard sur mes responsabilités, devoirs, pouvoirs mais aussi sur ma relation à autrui.

Merci aux organisateurs. Vive une santé communautaire qui prenne vraiment sa source dans la réflexion et l'interaction avec les habitants et qui leur offre le soutien et la sécurité nécessaires à leur participation.

C'est un véritable rendez vous du donner et du recevoir. Comme on se sent reconforté en tant qu'acteur de terrain en santé communautaire...

Très bonne et très efficace organisation. Je trouvais, comme habitante, mon atelier un peu trop « professionnel », mais malgré tout intéressant.

Enfin des échanges d'expériences autour de la participation des habitants. Merci de nous donner ce lieu pour en parler.

Un réel plaisir, tant par le contenu que par la forme.

Deux jours qui m'ont redonné de l'énergie et m'encouragent à continuer...

Un moment extraordinaire de réflexion sur nos pratiques dans la bonne humeur et la convivialité.

La logique d'implication des habitantes du 420 : des consultations collectives aux actions

RÉSEAU SANTÉ BOURTZWILLER

Présentation : **Ambroise Branchet,**
Natiffa Tackmouti, Drissia Iraoui,
habitantes du quartier de Bourtzwiller à Mulhouse

Le contexte

Le quartier de Bourtzwiller à Mulhouse et plus particulièrement les 420 – car composé de 420 logements – a été construit lors du retour des français d'Algérie dits « les Pieds Noirs ». Il s'agit d'un quartier enclavé entre la Doller, l'autoroute et la voie rapide. A ce jour, on y rencontre environ 23 nationalités. Malgré une réhabilitation, le quartier s'est détérioré. Le bâti et l'image du site se sont dégradés, influant sur les relations de voisinage. Depuis 2002, il est question de démolir certains immeubles...

A. La logique du réseau santé de proximité – habitants et professionnels

Le réseau santé est une force dans le quartier. Depuis plus de 10 années, un partenariat de grande qualité entre

habitants et professionnels œuvre pour un mieux vivre et le respect de chacun. Des rencontres mensuelles permettent l'expression des demandes, attentes, besoins des habitants et des professionnels. Il s'agit d'une logique centrée sur la personne, d'une chaîne de compétences composée d'habitants et de professionnels, où besoins et connaissances se conjuguent.

Le réseau santé mulhousien, dans le cadre d'un travail étroit avec l'École de Santé Publique de Nancy opéra pour la mise en place d'une méthodologie en adéquation avec la démarche communautaire : **les consultations collectives**. La force même du réseau santé de Bourtzwiller résulte de la présence sur le terrain, dans la durée, de professionnels et d'habitants et du constant souci de les accompagner afin d'être actifs pour un mieux vivre dans leur vie, dans leur quartier. Des rencontres entre habitants et professionnels ont permis de prioriser des besoins et de mettre en

place des réponses collectives. Les actions partent des attentes des habitants.

La logique des habitants

A partir des Consultations Collectives, des femmes de ce quartier ont décidé de se retrouver tous les 15 jours. Aucun professionnel n'accompagne cette démarche. Le groupe est pluriculturel, composé de personnes d'origines diverses : Vietnam, Alsace, Comores, Turquie, Maghreb... Le but est de les rassembler afin d'échanger, de créer du lien, de se donner les moyens de la compréhension de l'information, et d'agir ensemble. C'est ainsi qu'est né le groupe « **Sourire à la vie au 420** ». La logique des habitants a été renforcée par une attitude réactionnelle aux propos et décisions politiques. A l'annonce de la démolition future des immeubles, le groupe a pris son envol en refusant

de subir et en décidant d'être acteur de sa vie. Elles étaient 5, puis 20. Aujourd'hui elles sont une quarantaine de personnes, accompagnées par des religieuses vivant sur le quartier et tantôt par des militants de la CLCV (Consommation du Logement Cadre de Vie). Les personnes du départ sont toujours présentes.

Des actions sous-tendues par des réflexions ont été mises en place

- > Hygiène et image du quartier ;
- > Information et sensibilisation au tri sélectif ;
- > Information et sensibilisation à l'utilisation du gaz. Etude faite par les habitants avec le soutien de la CLCV afin de déterminer les procédés les plus avantageux (gaz ville ou bouteilles). Etude sur l'utilisation et la qualité de fours, de leur consommation pour faire le pain ;
- > Opération balcons encombrés, mise en place d'équipes d'entraide de transport d'objets encombrants vers les bennes ;
- > Opération « porte à porte dans les barrettes » pour sensibiliser les personnes aux risques liés au jet des déchets par les fenêtres ;
- > Opération « ne pas nourrir les pigeons » ;
- > Mise en place d'une mobilisation afin que les transports en commun soient rétablis dans le quartier (420) ; cessation de l'activité, suite à des incidents à l'encontre d'un chauffeur de bus.

Notons que le temps des habitants et celui de l'institution ne sont pas les mêmes. Exemple : la benne à ordures encombrante est enlevée dès 15h pour raison de sécurité, alors que les hommes du quartier sont souvent au travail. Il reste peu de temps, il a fallu que les femmes s'organisent.

Soulignons la liberté d'action du groupe qui ne doit rendre de compte qu'à lui-même, puisqu'il n'existe pas de liens avec un financeur.

La sauvegarde du groupe est vraisemblablement liée à ses capacités de travailler en réseau sans être pour autant dépendant d'une autre logique que celle du réseau (institutions, associations...).

Toute cette démarche est emprunte de convivialité. La convivialité est plus qu'une action, elle appartient totalement au groupe et lie les membres. Elle donne sens au groupe et aux actions : importance de partager les fêtes de toutes obédiences (partage de savoir-faire : gâteaux de Noël, gâteaux de fin de Ramadan...).

Logique des associations

L'association CLCV rejoint la logique des habitants et la soutient. Elle a pour objectif de défendre les droits et devoirs des habitants, de les rendre « acteurs ».

B. Rencontre avec d'autres logiques

La logique des habitants et des partenaires professionnels du réseau santé de Bourzwiller rencontre d'autres logiques. Notons pour exemple la logique du bailleur qui est à l'écoute, mais qui est aussi confronté à une réalité de terrain, puisque les bâtiments dits « 420 » vont être détruits. De ce fait, les bailleurs ne s'empressent pas de faire des réparations. Le quartier a déjà été réhabilité, ils ne veulent pas faire de dépenses. Ainsi, en janvier 2003, les occupants

n'ont pas eu droit au chauffage.

Chaque demande est suivie par un accord de principe ; mais le passage à l'acte s'avère plus difficile, vraisemblablement en lien avec des logiques différentes.

Par ailleurs, du fait de la permanence fort ponctuelle de l'assistante sociale, l'efficacité est difficilement atteignable. Des rendez vous sont multipliés sur site et en d'autres lieux. Notons également qu'il n'existe pas de point santé.

Les raisons qui ont conduit les habitants à se mobiliser par rapport au passage du bus sur site, tiennent à une représentation ou une réalité émanant de l'institution : « il s'agit d'un retour lié aux jeunes du quartier qui ont agressé le conducteur d'un bus ».

Les actions menées par « les femmes du 420 », ne sont par contre pas liées à une quelconque logique budgétaire, puisqu'il n'existe pas de demande de financement, pas de dépôt de projet, les personnes sont bénévoles et de fait, ne sont pas dépendantes d'institutions.

Malgré les difficultés, la destruction des bâtiments, les femmes expriment le souhait de rester sur le quartier, le défi du mieux vivre, de « sourire aux 420 » est réalisé. La reconstruction se fera, mais les femmes nous disent « travaillons le lien, le bâti est important mais ne résoudra pas seul le problème des quartiers dits difficiles ».

**Contact : Ambroise Branchet,
Natiffa Tackmout, Drissia Iraoui**
CLCV, Consommation du Logement
Cadre de Vie - 4 rue Ribeaupillé
68 200 Mulhouse
Tél : 03 89 51 19 16

Convention de l'Institut avec la Direction Générale de la Santé

Contribuer à rapprocher les lieux de décision et les acteurs, tel est l'un des objectifs de nos Rencontres bisannuelles. Le document que l'Institut prépare pour répondre à l'un des volets de l'action conventionnée avec la DGS, s'appuie notamment sur les travaux des Rencontres de Mulhouse. Il vise à aider le croisement entre politiques publiques, qu'elles soient d'origines nationale, régionale ou locale, et les démarches communautaires.

Nous considérons ce travail comme une opportunité forte pour l'Institut, d'apporter sa contribution aux initiatives visant à préciser les relations entre actions de proximité (niveau du quartier, niveau de la municipalité...) et les politiques publiques, les articulations entre les acteurs dans la définition et la mise en oeuvre des actions de santé publique au niveau local et régional.

Seront notamment traités les sujets suivants :

- propositions de démarches de concertation et de débat permettant l'examen des attentes et besoins des divers acteurs de proximité, dans les Conférences régionales de santé, pour nourrir l'élaboration des plans de santé publique ;
- propositions de modalités de concertation à mettre en place au niveau local (quartier, ville, communautés de com-

munes) pour assurer le lien entre les actions de proximité et l'élaboration des Plans régionaux de santé publique ;

- propositions d'initiatives favorisant l'expression, la participation des acteurs

de proximité dans les instances régionales de santé publique ;

- observation de la place des acteurs (professionnels, associations, habitants, collectivités) dans le fonctionnement des Groupements régionaux de santé publique.

Nous serons attentifs, dans cette démarche à traduire au mieux les attentes, les besoins, les propositions des acteurs de terrain, à faire connaître à nos interlocuteurs les conditions (nombreuses et diverses) d'une articulation efficace pour la promotion de la santé, d'acteurs, de niveaux d'intervention et de logiques différents.

Marc Schoene

Portrait d'Acteur

PORTRAIT



Henri Busnel

Cette nouvelle rubrique vous présentera régulièrement les acteurs les plus divers impliqués en France ou à l'étranger, dans des démarches communautaires en santé.

Nous l'inaugurons à l'occasion de l'arrivée d'Henri Busnel au sein de l'équipe de l'Institut Renaudot.

Henri Busnel connaît bien le secteur associatif dans sa diversité : secteurs social, santé, culturel et éducatif. Il a eu l'occasion de diriger durant quinze ans, un pôle de ressources et d'animation au service des associations. Intervenant en accompagnement et évaluation de projets, de différents colloques et formations, il est familier du secteur associatif

en direction duquel il a publié des articles et ouvrages.

C'est donc à Henri Busnel que j'ai eu le plaisir de remettre les clés de la Direction de l'Institut, début octobre, après quelques années passées à sa direction. J'y ai découvert des personnes engagées, des échanges de grande qualité, du respect, de la convivialité, et surtout... une éthique partagée.

Que de chemin parcouru depuis 1998, date de publication de la Charte de promotion de la santé communautaire, vers la connaissance, la valorisation, la reconnaissance des démarches communautaires autour de la santé... de tous !

Beaucoup de chemin reste encore à parcourir... souhaitons bonne route à Henri Busnel et à l'Institut.

Samia Mammer

● La Gazette Santé-Social

La Gazette des communes, a lancé en octobre dernier, une nouvelle revue : La Gazette Santé-Social. Son concept est novateur puisque La Gazette Santé-Social s'adresse à la fois aux professionnels du santé et du social.

Ses objectifs principaux :

- > Décloisonner, articuler, coordonner le sanitaire et le social c'est-à-dire, rassembler les deux secteurs jusque là cloisonnés et qui pourtant, ont des problématiques communes.
- > leur fournir les informations et les outils pour les aider à mieux se connaître et à mieux travailler ensemble.

Au sommaire :

- *Actualités* : sur un thème d'actualité, un face à face entre deux personnalités et les informations essentielles du mois.
- *Dossiers et initiatives* : vous y découvrirez les expériences de terrain, les initiatives menées dans tous les domaines avec une approche transversale des problématiques de la santé et du social.
- *Dans le Dossier*, chaque mois, le tour d'horizon complet sur un sujet sensible : les adolescents ; la qualité dans les établissements et services médico-sociaux, les pénuries de main d'œuvre, les réseaux de soins, manager dans le sanitaire et les social...

Renseignements et abonnements :

email : marie.bidault@groupepmoniteur.fr

La Gazette des communes

17 rue d'Uzès - 75108 Paris cedex 02

www.lagazettedescommunes.com

● Politique de la ville, territoire et santé.

Chantal Mannoni
Saint-Denis : Profession Banlieue,
2004 - 111 p. - 18,50 €

Partant des actions concrètes mises en place dans le cadre des ateliers santé ville de la Seine-Saint-Denis, ce rapport étudie les différentes étapes de la construction d'une politique locale de santé publique : diagnostic participatif, construction des partenariats, conditions de la participation des citoyens.

Contact et bon de commande :

<http://www.professionbanlieue.org>

● Quand la démocratie locale se professionnalise...

Saint Denis : Profession Banlieue,
2004 - 184 p. - 18,50 €

La démocratie locale et participative s'impose au cœur des politiques publiques. Pour la faire vivre, des postes d'agent de développement local ou de coordinateurs de quartiers ont été créés dans les communes, notamment dans les villes en contrat de ville. Les enquêtes et les expériences citées dans cet ouvrage permettent de saisir la diversité et la complexité de l'identité de ces professionnels. À travers l'étude sur ces acteurs, c'est l'évolution de la démocratie qui est plus largement interrogée.

Avec : Brigitte Bouquet, Bertrand Cadiot, Claude Cohen, Anne Coldefy, Monique Crinon, Danielle Gauthier, François Hannover, Gilbert Klein, Gérard Kourland, Magali Nonjon.

Contact et bon de commande :

<http://www.professionbanlieue.org>

● Quand l'Université et la formation réciproque se croisent.

Claire Héber-Suffrin (dir.), J. Blanc, S. Briot, C. Cazenabe et al.
Paris : L'Harmattan, 2004 - 27 €

Les questionnements pédagogiques actuels sont passionnants et difficiles :

- > adaptation des diplômes universitaires aux normes européennes ;
- > mise en place effective de la Validation des acquis expérimentiels et reconnaissance d'une pluralité de modes et lieux d'apprentissages ;
- > contenus des apprentissages nécessaires ;
- > quelle place pour les sujets et quel réel pouvoir de décision pour des parcours de formation proches de leur réalité de vie personnelle, sociale, professionnelle face à une mondialisation uniformisante ?

Au cœur de ces questionnements, cet ouvrage rend compte d'une formation dynamisée par une alliance contractuelle entre le Mouvement des réseaux d'échanges réciproques de savoirs et l'Université de Tours. Par ses pistes pratiques et ses réflexions, il révèle une transition possible où l'apprentissage coopératif en réseaux, techniques mais d'abord sociaux, est pensé, construit, enrichi au service de tous et de chacun. Le renversement du paradigme disciplinaire et scolaire s'opère par l'ouverture de l'apprentissage tout au long et dans tous les secteurs de la vie. Un Vivre ensemble en formation est conceptualisé et partagé.

8^{es} journées annuelles de santé publique

SUR TOUS LES FRONTS, BÂTIR LA SANTÉ.

du 29 novembre au 2 décembre 2004 à Montréal, Canada.

Organisées par : Institut national de santé publique

Renseignements et inscriptions :

Association pour la santé publique du Québec (ASPQ)

tél. : **(514) 528-5811** – email : adm@aspq.org

site internet : <http://www.inspq.qc.ca/jasp>

3^e congrès international francophone de prévention du suicide

MAL ÊTRE, BIEN-ÊTRE, QUELLES RESSOURCES POUR AGIR ?

du 13 au 17 décembre 2004 à Poitiers, France.

Organisé par : Groupement d'Etudes et de Prévention du Suicide.

(G.E.P.S.), France.

Renseignements et inscriptions : Secrétariat UCMP

Union Nationale pour la Prévention du Suicide

tél. : **(+33) 5 49 44 58 77** – fax : **(+33) 5 49 44 58 74**

email : ucpm@ch-poitiers.fr

Journées régionales des préventions et d'éducation pour la santé Nord-Pas-de-Calais.

Les 7 et 8 décembre 2004 à Lille, France.

Organisées par : CIRM Nord-Pas-de-Calais, Association FORT, ANPAA 59, ORS Nord-Pas-de-Calais, ECLAT, ISTNF, APPA, CRES Nord-Pas-de-Calais, GRAA

Renseignements et inscriptions : Maison Régionale de Promotion de la Santé

tél. : **(+33) 3 20 15 49 49** – fax : **(+33) 3 20 55 59 17**

email : mrps@mrps.asso.fr

Les journées de l'ENSP

ENSEIGNEMENT ET RECHERCHE EN SANTÉ PUBLIQUE.

ETAT DES LIEUX.

ETAT DES QUESTIONS

du 8 au 10 décembre 2004 à Rennes, France.

Organisées par : Ecole Nationale

de la Santé Publique (E.N.S.P.).

Rennes, France.

Ces journées réuniront des cadres du système sanitaire et social, dont beaucoup sont formés à l'ENSP, et des enseignants et chercheurs des universités françaises et étrangères, d'organismes de recherche publics et privés. L'objectif est de confronter les analyses, de mener en commun une réflexion sur la question des savoirs et des méthodes en santé publique, sur leur articulation dans la mise en oeuvre de politiques et d'actions.

BULLETIN D'ADHÉSION

mme mlle mr

NOM

PRÉNOM

STRUCTURE

ADRESSE

VILLE CODE POSTAL

TÉL.PRO. TÉL.PERSO.

FAX FAX PERSO.

J'adhère à l'Institut Renaudot pour l'année 2004 :

ADHÉSION 35,00€ ADHÉSION DE SOUTIEN 70,00€

J'adresse un chèque à l'ordre de l'Institut Théophraste Renaudot

Je m'abonne à la Lettre de l'Institut Renaudot (5 numéros/an) :

ABONNEMENT 10,00€ ABONNEMENT DE SOUTIEN 35,00€

J'adresse un chèque à l'ordre de l'Institut Théophraste Renaudot

La lettre de l'Institut Renaudot, revue bimestrielle.

Association Loi 1901
organisme de formation agréée
n°11750702075.

Numéro de comission paritaire
en cours, dépôt légal : 1294 - 6052.

Directeur de la publication :

Marc Schoene

Rédactrice en chef :

Béatrice Burlet

Comité de rédaction :

Béatrice Burlet, Henri Busnel,
Marc Schoene.

Communication :

Henri Busnel

Impression : Addax Imprimerie

Graphisme : S. Ghinea 01 43 38 30 80

Institut Théophraste Renaudot

40, rue de Malte 75011 Paris

Tél./Fax : 01 48 06 67 32

<http://renaudot.free.fr>

e-mail : renaudot@free.fr